

Plainte déposée contre Postes Canada pour publicité électorale illégale

Pour diffusion immédiate

Le 7 octobre 2015

OTTAWA - Une plainte a été déposée contre Postes Canada pour dénoncer la publicité électorale qu'elle fait sans être autorisée à le faire, puisque la société d'État n'est pas enregistrée auprès d'Élections Canada, comme l'exige la loi fédérale.

« Il ne fait aucun doute que le matériel distribué par Postes Canada constitue de la publicité électorale », affirme Mike Palecek, président national du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP). Mike Palecek a déposé une plainte officielle contre Postes Canada parce que cette dernière distribue des dépliants portant sur les boîtes postales communautaires avec lesquelles elle compte remplacer la livraison à domicile.

« Ces dépliants vantent les mérites des boîtes postales communautaires approuvées par les conservateurs. D'autres partis politiques se sont engagés à mettre fin à l'abolition du service de livraison à domicile et font campagne à ce sujet. Les compressions imposées au service postal sont un enjeu électoral de grande importance », poursuit Mike Palecek.

La publicité électorale est définie comme étant la transmission d'un message qui prend position sur un sujet auquel un parti politique est associé. Il y a déjà un bon moment que le Syndicat a enregistré auprès d'Élections Canada sa campagne « Sauvons Postes Canada » qui dénonce les compressions imposées au service postal.

« Il est vrai que le Syndicat n'est pas d'accord avec les restrictions sans précédent que la fameuse *Loi sur l'intégrité des élections* impose à la liberté d'expression. Toutefois, nous respectons les règles du jeu, et nous nous attendons à ce que Postes Canada fasse de même quand son message plaide en faveur des conservateurs », conclut Mike Palecek.

-30-

Pour obtenir une entrevue ou de plus amples renseignements, communiquez avec Aalya Ahmad, service des communications du STTP, au 613-327-1177 ou aahmad@cupw-sttp.org.